

**Comité préparatoire  
de la Conférence des Parties  
chargée d'examiner le Traité  
sur la non-prolifération  
des armes nucléaires en 2015**

23 avril 2012  
Français  
Original : arabe

---

**Première session**

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

**Document de travail présenté par les Émirats  
arabes unis au nom des États membres  
de la Ligue des États arabes, à la première  
session du Comité préparatoire de la Conférence  
des Parties chargée d'examiner le Traité  
sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015**

**I. Efforts déployés aux fins de la mise en œuvre  
de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient**

1. La résolution sur le Moyen-Orient, qui a été adoptée à la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, a trait à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient et constitue le pilier essentiel et l'axe des efforts entrepris aux fins de la prorogation pour une durée indéfinie du Traité.

2. Compte tenu de l'attachement résolu de la communauté internationale à la mise en œuvre de cette résolution, tous les États arabes qui, en 1995, n'étaient pas encore Parties au TNP, le sont devenus depuis. La seule exception est Israël qui reste le seul État de la région à n'avoir toujours pas adhéré au Traité et qui refuse de soumettre ses installations nucléaires au régime des garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Comme nous l'avons réitéré à maintes reprises, cette situation fait peser une menace sur la sécurité des États arabes ainsi que sur la paix régionale et internationale et risque fort de conduire à une course aux armements dans la région.

3. Quinze années après avoir redemandé en vain l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 a adopté un Document final qui contenait quatre plans d'action que la Conférence a entérinés, dont un plan énonçant les mesures concrètes à prendre aux fins de l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient. Ce plan est une occasion importante de renforcer la sécurité régionale et témoigne de la volonté qu'a la communauté internationale de préserver la crédibilité du régime de non-prolifération nucléaire.



4. Le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 souligne qu'il importe d'engager un processus à même de conduire à une application intégrale de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, qui demeurera valide jusqu'à ce que ses objectifs soient atteints. À cette fin, la Conférence a adopté des mesures concrètes, notamment en chargeant le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les États coauteurs de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient (Fédération de Russie, États-Unis d'Amérique et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) d'organiser en 2012, en consultation avec les États de la région, une conférence portant sur la création, au Moyen-Orient, d'une zone exempte d'armes nucléaires et de tout autre type d'armes de destruction massive, à laquelle participeraient tous les États de la région. La résolution de 1995 sur le Moyen-Orient servirait de point de référence aux travaux de cette conférence.

5. En dépit de cette évolution positive, une année entière s'est écoulée avant que les premières mesures ne soient prises aux fins de la mise en oeuvre du plan d'action pour le Moyen-Orient contenu dans le Document final. Au nombre de ces mesures, on citera la nomination d'un facilitateur des travaux de la Conférence et le choix d'un gouvernement hôte. C'est ainsi que le 14 octobre 2011, le Secrétaire général de l'ONU, à l'issue de consultations avec les coauteurs de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et les États de la région, a annoncé que le pays choisi pour accueillir la Conférence était la Finlande et que le Vice-Ministre finlandais des affaires étrangères ferait office de facilitateur des travaux.

6. Les États arabes se sont félicités du choix de la Finlande comme pays hôte et ont engagé immédiatement des consultations permanentes avec le facilitateur, à savoir le Vice-Ministre des affaires étrangères finlandais, lors des nombreuses visites que ce dernier a effectuées dans les capitales arabes ainsi que par l'intermédiaire des groupes arabes, à New York et à Vienne, et de la Ligue des États arabes. Ces efforts ont permis de communiquer un certain nombre d'idées et de propositions constructives touchant aux préparatifs de la Conférence de 2012.

7. En outre, la majorité des États arabes ont participé au forum de l'AIEA sur les expériences pertinentes pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires (ZEAN) au Proche-Orient, qui a eu lieu les 20 et 21 novembre 2011 à Vienne et dont la tenue avait été demandée dans la résolution GC/44/DEC/12 adoptée par la Conférence générale de l'AIEA à sa quarante-quatrième session en 2000. Les débats qui se sont déroulés durant ce forum ont permis de rassembler les données d'expérience relatives à la création de zones exemptes d'armes nucléaires acquises par d'autres régions dont on pourrait s'inspirer et sur lesquelles on pourrait s'appuyer pour créer une zone analogue au Moyen-Orient. Au nombre des points débattus lors de cette réunion, on citera la situation politique qui régnait avant et durant les négociations, les négociations proprement dites, les aspects pertinents du Traité, sa portée, les mécanismes qui lui sont propres, les procédures de vérification et les obligations connexes incombant aux États dotés d'armes nucléaires.

## **II. Position des États membres de la Ligue des États arabes**

8. Les États membres de la Ligue des États arabes accueillent une fois encore avec satisfaction le Document final adopté par consensus à la Conférence de 2010 des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes

nucléaires et la question de sa prorogation, notamment les parties de ce document relatives au plan d'action pour l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, et réaffirment qu'il est nécessaire d'appliquer intégralement les composantes de ce plan afin d'assurer la réalisation des objectifs convenus à la Conférence de 1995 en ce qui concerne le Moyen-Orient ainsi que la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive, dans cette région.

9. Les États membres se félicitent également de ce que des premières mesures aient été prises – quoique que tardivement – aux fins de la tenue en 2012 d'une conférence pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres types d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, dont la tenue avait été demandée dans le plan d'action sur le Moyen-Orient contenu dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010. Il importe de rappeler à cet égard que le plan d'action demandait que tous les États du Moyen-Orient concernés soient présents à cette conférence, dans la mesure où les pays de la région participants auraient à décider des mesures de suivi devant être portées à la connaissance du facilitateur. Les membres de la Ligue des États arabes espèrent que les mesures à venir seront prises avec la rapidité voulue pour assurer une préparation optimale de la conférence.

10. Les États membres de la Ligue des États arabes rappellent que le facilitateur doit s'acquitter de la tâche principale qui lui est confiée en vertu du plan d'action relatif au Moyen-Orient contenu dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, qui met l'accent sur la nécessité d'appliquer la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, en tenant des consultations à ce sujet et en établissant l'ordre du jour de la conférence, sur la base des points de référence spécifiques énoncés dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, en aidant à appliquer les futures mesures de suivi et en soumettant des rapports lors des travaux de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 et de ses comités préparatoires.

11. Les États membres de la Ligue des États arabes demandent à l'AIEA, à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et aux autres organisations internationales compétentes d'établir des documents de référence pour la conférence de 2012, dans les délais voulus et suivant les modalités définies dans le plan d'action pour le Moyen-Orient.

12. Les États arabes réaffirment que le Secrétaire général de l'ONU et les trois États coauteurs de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient doivent s'acquitter des responsabilités qui leur incombent en ce qui concerne l'application de la résolution susmentionnée, cette dernière étant un élément incontournable des efforts visant à assurer la sécurité de tous les peuples de la région ainsi qu'un instrument essentiel de la pérennité et de la crédibilité du TNP et du régime de non-prolifération.

13. Les États membres de la Ligue des États arabes prennent acte des efforts qui ont été déployés et des initiatives qui ont été prises, à titre aussi bien officiel qu'informel, par les différentes parties en vue de préparer la conférence de 2012, notamment les très nombreuses activités menées à l'appui de ces préparatifs avec la participation de toutes les parties concernées de la région. Les États membres de la Ligue des États arabes réaffirment que ces efforts doivent continuer d'appuyer ceux que déploie le facilitateur dans le cadre des préparatifs susmentionnés.

14. Les États membres de la Ligue des États arabes réaffirment qu'il faudrait tirer parti de l'expérience acquise par d'autres régions exemptes d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, pour créer une zone de ce type au Moyen-Orient, comme l'avait demandé le forum de l'AIEA tenu en novembre 2011, et continuer de rechercher des mécanismes à cette fin, de manière à déterminer quels sont les éléments les mieux adaptés à la situation et aux caractéristiques de la région, et à leur ajouter des éléments adaptés aux circonstances et aux difficultés du moment.

15. Les États membres de la Ligue des États arabes engagent les parties à soutenir le Fonds de contributions volontaires pour l'organisation de la conférence de 2012 pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

16. Les États membres de la Ligue des États arabes soulignent qu'Israël doit adhérer au TNP et soumettre l'ensemble de ses installations nucléaires au régime de garanties généralisées de l'AIEA. Ils prient instamment le Conseil de sécurité et la communauté internationale d'user de leur autorité pour faire en sorte qu'Israël se conforme sans plus attendre aux résolutions pertinentes de l'ONU et de l'AIEA relatives à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

17. Compte tenu de ce qui précède, les États membres de la Ligue des États arabes réaffirment qu'il est absolument indispensable que la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient soit appliquée, et que les trois États coauteurs de cette résolution et ceux qui parrainent les mesures destinées à en assurer la mise en œuvre organisent la conférence de 2012, de façon à montrer à quel point il est important de faire de la région du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires, conformément au plan d'action contenu dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010. En outre, ils insistent sur le rôle et les responsabilités essentiels qui incombent à cet égard au Secrétaire général de l'ONU et soulignent que cette dernière doit continuer de suivre l'application des mesures dont il a été convenu.

18. Les États membres de la Ligue des États arabes réaffirment que l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, ne devrait pas poser de difficultés, pour autant que les États de la région fassent montre de la volonté politique nécessaire et que la communauté internationale joue un rôle efficace, sur la base des résolutions pertinentes de l'ONU. Les États arabes demandent aux autres États membres de l'Organisation de s'abstenir de toute mesure susceptible d'entraver la réalisation d'un tel objectif.

19. Les États membres de la Ligue des États arabes réaffirment que toute résolution susceptible d'être adoptée à la conférence de 2012 devra impérativement proposer des mesures concrètes, contenir des engagements précis et définir un calendrier de négociations, aux fins de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. Les États membres de la Ligue des États arabes réaffirment en outre que la conférence de 2012 marquera un tournant dans la mesure où l'absence de progrès tangibles incitera les États de la région parties au TNP à revoir leurs positions et à évaluer les politiques qu'ils ont suivies durant les précédentes années.

20. Il appartient essentiellement aux États de la région non parties au TNP de mener les efforts nécessaires à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. C'est ce qui s'est effectivement passé lors de la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans d'autres parties du monde. En conséquence, Israël doit prendre l'initiative et les mesures nécessaires à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires analogue à celles dont il est fait mention ci-dessus, adhérer au TNP et soumettre ses installations nucléaires au régime de garanties généralisées de l'AIEA, faute de quoi la région risque d'être entraînée dans la course aux armements.

---